

Ados et proxénétisme : phénomène méconnu

Child Focus et Pag-Asa demandent à Bruxelles de mener une étude comme il en existe en Flandre

A lors que depuis quelques années le gouvernement flamand s'intéresse à la problématique du proxénétisme des adolescentes et qu'une étude de Child Focus en 2015 avait relevé au moins 60 cas, à Bruxelles, mais aussi en Wallonie, il n'existe pas d'étude sur la question, pas plus que de plan spécifique. Pag-Asa et Child Focus ont demandé des fonds à la Région et le député sp.a Fouad Ahidar a interpellé Rudi Vervoort sur la question cette semaine.

Ce mardi au parlement bruxellois, le député sp.a Fouad Ahidar a interpellé le ministre président Rudi Vervoort (PS) sur une problématique bien débattue en Flandre, beaucoup moins à Bruxelles : le proxénétisme d'adolescents. Child Focus, en 2015, avait bénéficié d'un financement régional flamand pour mener une étude sur la question. 60 cas avaient été observés au nord du pays. Une autre association, Payoke, évoquait une

centaine de victimes. Les deux organisations insistaient sur le fait que la réalité devait être encore plus importante.

Fouad Ahidar a donc demandé à Rudi Vervoort s'il disposait de chiffres pour la région bruxelloise. Ce dernier n'en a pas fourni et a évoqué des cas de traite des êtres humains pour des jeunes filles originaires d'Europe de l'est ou encore du Nigeria. Une réponse qui n'a pas satisfait le député qui, lui, voulait parler de jeunes filles installées et ayant grandi en Belgique qui se retrouvent recrutées, souvent par de prétendus petits amis, pour se prostituer.

« *Le problème explose en Flandre et Bruxelles serait complètement épargnée ?* », a réagi Fouad Ahidar par la suite. « *Comme si les proxénètes étaient incapables de passer la frontière de la région...* » Le député compte charger Rudi Vervoort de commander une étude sur la question.

Une étude, c'est justement ce que souhaitent Child Focus et l'ASBL Pag-Asa spécialisée dans l'aide aux

victimes de la traite. Elles ont remis une demande de financement à la Région bruxelloise et à la Wallonie en ce sens il y a quelques semaines. « *En 2017, nous avons traité 28 dossiers d'adolescentes poussées à la prostitution en Flandre* », indique la porte-parole de Child Focus Maryse Rolland. « *Nous sommes certains que le phénomène ne s'arrête pas à la frontière linguistique. Malheureusement, nous n'avons pas eu de subsides de la francophonie pour réaliser un travail comme nous le faisons en Flandre.* »

Maryse Rolland reste optimiste. Remarquant que le sujet est de plus en plus traité en Flandre, elle est certaine que Bruxelles et la Wallonie vont réagir. « *Il faut que tout le pays s'y mette* », poursuit-elle. « *Il faut faire des études spécifiques, pour mieux comprendre le phénomène et ensuite faire des actions.* » En Flandre, un travail de sensibilisation a été entrepris auprès de la police, de la justice et des associations.

L'association Pag-Asa indique

qu'il y a deux ans, dans le cadre d'une affaire de bandes urbaines, elle a proposé de l'aide à quatre jeunes filles, devenues majeures mais adolescentes au moment des faits, qui avaient été victimes de proxénétisme, à Bruxelles.

« *Il faut des études mais aussi faire des formations* », estime Sarah De Hovre, directrice de l'association. « *Souvent encore, la police ou d'autres services estiment que ces adolescentes ne sont pas victimes de traite, mais plutôt des filles à problèmes, des fuyueuses.* » Child Focus propose, sur son site, des ressources spécifiques sur le proxénétisme d'adolescents et son étude (uniquement en néerlandais). ●

MARIE HAMONEAU

« Le problème se pose en Flandre et Bruxelles serait épargnée ? »

Fouad Ahidar (sp.a)

L'engrenage infernal

Des jeunes filles fragiles et amoureuses

Dans le cas du proxénétisme adolescent, on emploie souvent le terme « lover boy ». Child Focus estime que l'expression minimise le problème, y donne un côté « romantique », et préfère parler franchement de proxénètes. Le modus operandi le plus courant est le suivant : des hommes malhonnêtes cherchent d'abord une proie, repèrent des jeunes filles pour les recruter. Cela peut se faire dans l'espace public (on notera que les adolescentes des maisons d'accueil sont une cible

privé) ou sur les réseaux sociaux. « *Ils vont par exemple trouver une fille mal dans sa peau, qui ne se trouve pas jolie* », explique Maryse Rolland, porte-parole à Child Focus. « *Ensuite, le ou les garçons vont entrer en contact avec elle, dire qu'ils sont amoureux. Leur faire beaucoup de compliments. Dans le même temps, ils vont essayer de récolter le plus d'informations personnelles, des secrets, des sextos si possible. Cela pourra permettre*

ensuite de les menacer. »

Au fur et à mesure que la relation se crée, et que la jeune fille tombe amoureuse de son futur agresseur, le piège se referme. Le proxénète isole de plus en plus l'adolescente de son entourage, sa famille, l'école. « *Jusqu'au jour où il lui demande, « ma chérie, j'ai vraiment besoin d'argent, tu ne voudrais pas faire l'amour à mon copain ? »* », poursuit Maryse Rolland.

« *Et ça, c'est encore la situation la*

plus douce. Car il arrive souvent que ce soit plus violent, que les filles soient forcées par la menace psychologique ou physique, qu'elles soient droguées... Parfois on les oblige à recruter elles-mêmes d'autres filles, ou à vendre de la drogue en plus. »

Et quand les associations ou les autorités identifient ces jeunes filles, beaucoup ne se considèrent pas victimes. « *Elles sont amoureuses, ne veulent pas dénoncer. Ou alors elles ont peur.* » ●

Un rappeur suscite un tollé en Flandre

Au nord du pays, la chanson d'un rappeur a provoqué une vive vague d'indignations début janvier. Soufiane Eddyani, rappeur anversois de 20 ans, prisé des adolescents flamands, a sorti un morceau, intitulé « Amigo », qu'il dédicace à un ami sulfureux. Ce dernier, Bilal Azzouzi, surnommé Moreno et lui aussi rappeur d'Anvers, a été incarcéré 2016

pour avoir poussé à la prostitution une jeune fille de 15 ans. Il est désormais sous bracelet électronique.

Dans sa chanson, Soufiane Eddyani défend son ami, en indiquant notamment que : « *Mon amigo n'avait pas le choix, il était fauché, il n'avait rien à manger, sa mère était en galère* ». Tollé général en Flandre,

sans surprise. Les responsables politiques ont condamné les propos du morceau.

Déjà, à l'automne dernier, comme l'avait relevé Het Laatste Nieuws, Soufiane Eddyani avait lancé sur les réseaux sociaux un appel pour que ses fans soutiennent Moreno. Ce dernier n'avait pu accompagner son autre ami rap-

peur pour tourner un clip à Ibiza et Soufiane Eddyani avait lancé le mot-clef #Free-Moreno, largement relayé.

Suite à la polémique autour du titre « Amigo », le gouvernement flamand a promis l'ouverture d'un nouveau service de signalement pour les jeunes victimes du proxénétisme. ●